

Nous sommes capables de mesures drastiques contre le coronavirus, pas contre le réchauffement climatique

Alternatives Economiques - François Gemenne - 09/05/2020

- Directeur de l'Observatoire Hugo Université de Liège, enseignant Sciences Po (1)
propos recueillis par Catherine André

extraits

article complet pour les abonnés

https://www.alternatives-economiques.fr/sommes-capables-de-mesures-drastiques-contre-coronavirus-contre/00092727?utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=NL_Quotidienne&utm_content=09052020

François Gemenne aborde pour *Alternatives Economiques* les leçons que l'on peut tirer des réponses à la pandémie de Covid-19 en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de solidarité nationale et internationale.

Il est difficile de savoir si cette crise sera une chance pour le climat ou pas. Peut-on néanmoins dégager des leçons de la crise sanitaire ?

Bien sûr, il y a des leçons très importantes que l'on peut tirer pour l'avenir, en particulier pour la lutte contre le changement climatique. J'en vois deux. La première est qu'il nous est malgré tout possible, en dépit de ce qu'on a souvent prétendu, de prendre des mesures radicales et extraordinairement coûteuses lorsque nous sommes face à un danger immédiat. Pendant longtemps on a répété qu'il fallait faire les choses progressivement, ne pas brusquer les gens, que ce ne soit pas trop coûteux... Et là, d'un coup, on a fait partir en fumée des années d'efforts d'austérité ! Cela implique évidemment que nous nous demandions pourquoi nous sommes prêts à mettre en place des mesures aussi drastiques contre le coronavirus, et pourquoi nous en semblons incapables contre le changement climatique.

La réponse me paraît très simple : nous craignons tous d'attraper le virus, alors que nous pensons que le changement climatique touchera d'abord les autres avant de nous affecter nous-mêmes. Et je crois que nous, chercheurs, portons une part de responsabilité : à force de calibrer nos modèles sur des échéances lointaines, les politiques publiques se sont fixées les mêmes horizons : neutralité carbone en 2050, deux degrés en 2100... Alors que pour le coronavirus, nous surveillons chaque jour les courbes des décès et des hospitalisations, nous guetons ces données comme le lait sur le feu !

En 2050, beaucoup de ceux qui lisent ces lignes aujourd'hui seront déjà morts, donc forcément cela nous paraît très lointain. Si on avait chaque jour une météo du carbone, qui nous indiquerait par exemple le taux de concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, le changement climatique nous apparaîtrait avec davantage de proximité. Une grande leçon de communication découle de ce constat.

La deuxième leçon majeure touche à la question de la solidarité. Nos sociétés se sont révélées solidaires comme jamais. Depuis des années, on nous serine qu'on fait passer le profit avant l'humain, et là que fait-on ? Exactement l'inverse ! On déclenche une crise économique monumentale, qui fait plonger toutes les Bourses du monde, pour protéger les plus fragiles. C'est une très belle leçon que nous nous donnons à nous-mêmes. Le sacrifice des jeunes, qui sont beaucoup moins vulnérables au Covid-19 et qui seront les premiers touchés par la crise économique et le chômage massif qu'elle entraînera, me semble particulièrement marquant.

Bien sûr, cela ne veut pas dire que chacun aura changé : si nous sommes partie prenante de cela, c'est aussi parce que nous craignons d'être contaminés nous-mêmes, ou de contaminer nos proches. Le problème est que cette solidarité, pour le moment, reste largement confinée à l'intérieur des frontières nationales : on a une crise mondiale, mais des réponses qui sont archi-nationales, avec une fermeture généralisée des frontières. Or ce n'est pas en fermant les frontières qu'on arrêtera le changement climatique. La question qu'il faut donc poser est de savoir comment projeter cette solidarité, que parfois nous ne soupçonnions pas nous-mêmes, au-delà de nos frontières nationales. Parce que c'est souvent là que se trouveront les victimes du changement climatique. Avec le coronavirus, on peut espérer un bénéfice immédiat pour soi-même des mesures qu'on prend, pas pour le changement climatique.

Les conséquences de cette pandémie étaient-elles prévisibles et évitables ?

Nous avons des réserves stratégiques de pétrole, mais pas de masques. Ceci, à lui seul, dit tout de notre aveuglement. Je ne veux faire de procès à personne. Reconnaissons que nous avons tous été surpris par l'ampleur qu'a prise cette pandémie en quelques semaines. Bien sûr, nous aurions pu la prévoir, l'anticiper davantage, mais nous avons été aveugles. C'est uniquement quand les morts ont été à nos portes, en Italie, que nous avons vraiment commencé à nous tracasser. Cette crise en dit beaucoup sur notre défaut collectif d'anticipation.

Cette crise nous oblige-t-elle à nous réinterroger sur ce qu'est le commun ?

Elle ne nous oblige à rien, mais elle nous y incite. Et je pense que c'est une aspiration de beaucoup d'entre nous. Ce qui est particulier dans le contrôle d'une épidémie, c'est que personne n'est à l'abri tant que chacun n'est pas à l'abri. Une seule personne peut potentiellement contaminer des dizaines, des centaines d'autres personnes. Il suffit d'un individu infecté pour que l'épidémie puisse repartir à nouveau – le fameux « patient zéro ».

D'une certaine manière, l'épidémie nous rappelle que ceux que nous avons placés en marge de la société – les sans-abris, les migrants, les exclus – en font aussi partie. Et que nous devons nous en occuper, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour nous-mêmes. C'est un magnifique principe pour faire société, un formidable principe d'inclusion autour d'un bien commun. La grande question pour le climat est de savoir si nous parviendrons à identifier et à nous saisir de ce que nous avons en commun, au-delà de nos frontières : la Terre sur laquelle nous habitons.

Comment faire, concrètement ?

La crise offre une série d'opportunités pour traduire cela concrètement. La priorité est de réorienter les investissements et les subventions aux énergies fossiles. Chaque année, on y investit encore plus de 6 % de la richesse mondiale. La crise actuelle, combinée au très faible prix du pétrole, est l'occasion de réorienter ces investissements et ces subventions. C'est aussi l'occasion de fixer un prix-plancher au pétrole, de stabiliser le prix du carbone et de [définanciariser](#) le marché de l'énergie. Ce sont autant de voies pour nous réapproprier le commun.

Avons-nous, en Europe, en occident, une vision autocentrée ?

Oui, très profondément. Je suis très frappé par cette idée, très en vogue, selon laquelle la crise actuelle serait une préfiguration, ou un avertissement, du changement climatique. Comme s'il était « à venir », alors que c'est une réalité depuis des années, mais qui touche surtout les pays du Sud. Idem pour l'effondrement dont parlent les collapsologues : il s'agit toujours d'un effondrement « à venir », dans nos sociétés, alors qu'il est déjà en cours dans de nombreux endroits, hors de nos frontières. Mais nous ne voyons pas le problème tant qu'il n'est pas à nos portes.

Je pourrais multiplier les exemples. Quand on dit qu'on s'intéresse aux migrations, on ne s'intéresse pas vraiment aux migrations mais aux populations qui viennent chez nous. On ne se tracasse de la chose qu'à partir du moment où les gens franchissent la Méditerranée. Tout ce qui se passe avant, ou ailleurs, on s'en fiche. De la même manière, les solutions que nous imaginons portent toujours sur nous-mêmes : *nos* modes de vie, *nos* modèles économiques... C'est

évidemment essentiel de s'interroger sur nous-mêmes, mais la lutte contre le changement climatique passera aussi par la coopération, pas uniquement par l'introspection. Cela implique d'être conscient de l'impact de nos décisions sur les autres, et ne pas penser uniquement pour nous-mêmes. Et qu'il faut aussi pouvoir s'inspirer de ce que font les autres.

Comment retrouver le chemin d'une coopération internationale pour faire face de façon efficace au changement climatique, à la pollution atmosphérique et à l'effondrement de la biodiversité ?

C'est une question essentielle, et c'est peut-être ma plus grande inquiétude en ce moment. Je crains que la coopération internationale ne sorte en lambeaux de cette crise. Nous sommes face à une crise mondiale, mais à laquelle on n'apporte que des réponses nationales, sans aucune coordination. Le résultat est une fermeture des frontières généralisée. Et on sait combien les frontières sont rassurantes en cas de crise. Hélas, les nationalistes ont parfaitement compris tout le profit qu'ils pourraient en tirer. Le risque est que les mesures qui s'imposent d'un point de vue sanitaire – le confinement, l'isolement, la fermeture – ne deviennent à terme un projet politique de repli sur soi. Le grand défi sera d'articuler la relocalisation – nécessaire – d'un certain nombre de chaînes de production avec l'ouverture sur le monde. C'est le cas pour l'alimentation, la santé et l'énergie en particulier.

On voit bien la nécessité d'une plus grande décentralisation, c'est un impératif politique et pas seulement économique. On peut discuter de l'intérêt de fermer les frontières pour limiter la propagation du virus, mais il est certain que ça n'arrêtera pas le changement climatique. Nous aurons besoin, plus que jamais, de coopération internationale.

Nous connaissons la nouvelle date du départ du Tour de France, mais pas celle de la COP 26, reportée *sine die*. J'espère vraiment qu'on pourra faire de cette COP l'occasion d'une refondation de la coopération internationale, qui puisse inclure d'autres acteurs que les seuls gouvernements. Non pas une COP 25+1, mais une COP 0, qui puisse rebâtir le multilatéralisme. Cela passera par l'inclusion de la société civile, des entreprises ou des municipalités. Les gouvernements n'ont pas tous les leviers de la lutte contre le changement climatique, il faut amener d'autres acteurs à la table des négociations.

(1) Spécialiste des questions de gouvernance de l'environnement et des migrations, François Gemenne dirige l'Observatoire Hugo à l'Université de Liège, et enseigne à Sciences Po. Il est également auteur principal pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Il a publié récemment, avec le chercheur Aleksandar Rankovic, [Atlas de l'anthropocène](#) (éd. Presses de Science Po, 2019).